

Objet : Réponse à la lettre de Monsieur le Ministre de l'Education « nationale » envoyée le 5 décembre 2018 à tous les personnels

S/c du chef d'établissement M. Péries

S/c de Mme Bisagni-Faure, Rectrice de l'Académie de Toulouse

Toulouse, le 6 décembre 2018

Monsieur le ministre,

Nous, enseignantes et enseignants du Lycée Stéphane Hessel à Toulouse, sommes opposés à la réforme du lycée général, technologique et professionnel qui nous est imposée. Faite dans la précipitation et l'opacité, elle remet en cause certains principes sur lesquels s'est construite l'Ecole de la République. Elle va nuire à nos élèves, à nos collègues et au pays.

L'approximation et le manque de lisibilité de cette réforme empêchent le corps enseignant et les Directions d'établissements d'éclairer les élèves et leurs familles dans des choix cruciaux pour l'avenir de notre jeunesse.

Nous dénonçons une réforme qui remet en cause le principe d'équité entre les établissements ; qui finit d'enterrer la mixité sociale ; qui renforce les inégalités contre lesquelles l'Ecole de la République a pour vocation de lutter.

Cette réforme met l'élève de seconde, à 15 ou 16 ans, face à des choix déterminants qui l'enferment dans une orientation précoce. Alors que tant d'élèves de terminale ont bien des difficultés à décider de leur poursuite d'études, comment raisonnablement le demander à des élèves de seconde ?

Par ailleurs, elle désorganise le lycée et met fin au caractère national du baccalauréat. En effet, cette réforme prévoit que 40% du baccalauréat se fasse en cours de formation, ce qui transforme ce diplôme et fait qu'il n'aura pas la même valeur selon l'établissement où il sera préparé et les spécialités proposées ; d'où une inégalité accrue entre les territoires et les familles. On ne peut se cacher que les familles les mieux informées, traditionnellement les plus aisées, seront favorisées dans les choix à effectuer.

Enfin, nous dénonçons l'attaque contre la formation professionnelle, avec un développement de l'apprentissage qui se fait au détriment des enseignements généraux du bac professionnel. Elle fragilise l'acquisition des compétences et des connaissances nécessaires à l'exercice d'un métier.

Nous sommes bien conscients que cette réforme est mise en place dans un contexte d'économie budgétaire sévère, avec 1500 postes d'enseignants en moins à la rentrée prochaine et 40 000 élèves à accueillir en plus chaque année pendant 4 ou 5 ans. Et nous n'avons pas de doutes sur ses buts véritables. C'est une réforme d'un autre siècle, une réforme libérale qui individualise les parcours de formation à une époque où l'entraide et la solidarité devraient être des enseignements obligatoires. Nous allons vers des temps de pénurie dans un écosystème de plus en plus dégradé : ce n'est pas la compétition de l'individu contre tous qui va sortir l'Humanité de l'impasse dans laquelle les puissants la fourvoient.

Nous estimons que les revendications des lycéennes et lycéens mobilisés à Toulouse et ailleurs sont légitimes. Nous dénonçons le mépris avec lequel la jeunesse est traitée et la remise en cause de sa capacité à une réflexion citoyenne.

Nous condamnons fermement la répression policière dont ils sont victimes.

Nous condamnons les divers moyens de pression dont usent les directions de certains établissements à l'égard des lycéennes et lycéens mobilisés (photos des élèves sans leur consentement à l'extérieur des établissements, menaces de privation d'accès au self et à l'internat, menaces d'exclusion, désinformations etc).

Nous appelons en toute responsabilité à des actions pacifiques et revendiquons le droit constitutionnel à la libre expression et à la manifestation.

Nous affirmons notre attachement à un service d'éducation juste, égalitaire et gratuit.

Monsieur le Ministre, nous en appelons à VOTRE responsabilité :

retirez ces réformes du baccalauréat, du lycée et de l'orientation !

Permettez aux enseignants de former la jeunesse à répondre aux vraies
problématiques de son temps.

Les enseignantes et enseignants indignés
du Lycée Stéphane Hessel, à Toulouse